

1000

F. O.

La Seigneurie
Monsieur le Comte de Roseberg.

Die 824

AN

Londres, le 31 Août 1893.

Monsieur le Comte,

Quisque le Comte de Bylandt
l'a annoncé^{à V. S.} dans sa note du 14 Août,
le Gouvernement néerlandais a
examiné en détail le contre-projet de
traité d'extradition à conclure entre les
Pays-Bas et la Grande Bretagne, qu'~~Elle~~^{Elle}
avait bien voulu transmettre à la
Légation Royale.

J'ai maintenant l'honneur
d'informer V. S. que mon Gouvernement
a terminé cet examen, et ~~me~~^{je suis} ~~chargé~~
chargé de lui soumettre les observations
auxquelles ce document a donné lieu.

Article I.

D'après l'article 3 de la loi néerlandaise
sur l'extradition, le Gouvernement peut
extrader non seulement pour l'acte
même du crime, mais aussi pour la
tentative et la complicité, lorsqu'elles
sont punissables aux Pays-Bas. Il doit
faire objection à ce que la tentative
soit expressément mentionnée dans
~~certs le contre-projet britannique~~ dans
certains cas, comme par exemple
entr'autres ^{dans les} ~~art~~ n^{os} 16 et 24, tandis qu'il
n'en est point question dans les autres.
Ceci ~~tendrait~~ pourrait donner lieu
à la supposition que l'extradition
ne pourrait pas être accordée dans
ces autres cas pour la tentative des
crimes qui y sont énumérés.

x du contre-projet anglais

Mon Gouvernement est par conséquent
d'avis qu'il serait désirable de
maintenir en entier le dernier alinéa
de l'article I de sa proposition,
l'avant dernier alinéa du ~~le~~ contre-
projet de G.S. ne faisant mention
que de la complicité séulement.

Les crimes mentionnés dans
l'article I sub 1^o a et b du
projet néerlandais ont été omis dans
le contre-projet britannique sans
qu'aucune raison ait été donnée pour
cette omission. Les crimes sont d'après
la législation néerlandaise des
"delicta sui generis" et mon Gouvernement
attacherait un grand prix à
les voir maintenir dans le traité.

1 et 2. Comme le meurtre et l'assassinat
commis sur un enfant sont des
crimes spéciaux aux Pays-Bas, il
sera nécessaire de stipuler, ainsi qu'on
l'a fait dans le traité actuellement
en vigueur, que l'extradition aura lieu
pour:

1. Murder, including assassination
committed on a child, or etc...

2. Manslaughter, including
infanticide.

6. "Knowingly making any instrument
etc." n'est pas mentionné dans
la loi néerlandaise sur l'extradition

un fait

et mon Gouvernement ne se trouve
par conséquent pas en mesure de ~~le~~
^{l'adopter} ~~maintenir~~ dans le traité.

9. Ce n'est pas toute destruction de
propriété qui peut donner lieu à
extradition, aux termes de la loi
néerlandaise, et le Ministre des
Affaires étrangères est d'avis qu'il
serait préférable que les n^{os} 12 et 13
de la proposition ^{soient} ~~pourraient être~~
maintenus. Au cas où le Gouvernement
britannique croirait ne pas pouvoir
satisfaire à cette demande, il serait
^{présentiel} ~~faucun~~ d'ajouter au n^o 9 du
contre-projet de G.S. les mots: "and
"if it is made an extradition case
"by the laws of both countries."

10. Le crime qui est mentionné au numéro
10 du contre-projet anglais est-il
équivalent à l'escroquerie? Si
c'est le cas mon Gouvernement est
prêt à accepter cette rédaction
pourvu qu'il y soit ajouté:
"punishable by the laws of both
"countries", les "false pretences"
ne suffisant pas dans tous les
cas pour constituer une escroquerie.

Toutefois mon Gouvernement
donnerait la préférence à la
rédaction plus simple du n^o 23 du
projet néerlandais.

11. Le crime qui est mentionné sous ce numéro rentre dans la même catégorie que celui mentionné sous n° 6, et ne peut donc pas figurer dans le traité.

12. Mon Gouvernement désirerait connaître le sens exact de cette définition. Aux termes de l'article 16 de la loi sur l'extradition, les Pays-Bas ne peuvent en effet extraditer que pour l'augmentation frauduleuse. Si la "Bankruptcy law" anglaise spécifie d'autres faits punissables pour lesquels le Gouvernement ne serait point en mesure d'accorder l'extradition, la rédaction du n° 11 devrait être plus précise et plus conforme à celle du projet néerlandais.

13. Est-ce dans la loi britannique "fraud" est équivalent à "forgery" (faux ou écriture)? et est le cas, le même crime se trouverait mentionné deux fois (voir n° 7). Comme néanmoins il se pourrait que "fraud" fût un "delictum sui generis" mon Gouvernement n'a pour le moment pas point d'objection qu'il en soit fait une mention spéciale, mais désirerait être renseigné sur la signification et la portée exacte du mot.

16. La première remarque faite dans cette note s'applique également à la tentative dont il est fait mention dans le texte anglais sous ce numéro.

17. Quelle est la signification précise d'"indecent assault"? Mon Gouvernement est d'avis que la rédaction du n° 6 du projet néerlandais est plus complète et plus précise.

21. "Abandonning children or exposing them" ne constituent pas des ^{sont} chefs d'extradition d'après la loi néerlandaise, et ces faits ne pouvant par conséquent pas être insérés dans le traité. "Unlawfully detaining children" y est par contre prévu, et peut être maintenu.

22. D'après l'article II. 9 et 10 de la loi néerlandaise sur l'extradition, on ne peut extraditer que pour l'enlèvement d'enfants ou de mineurs. Je proposais donc à V. G. de formuler le n° 22 ainsi qu'il suit: "Kidnapping of minors" and their false imprisonment."

26. Le G^t néerlandais ne pourrait accorder l'extradition de ce chef, qui n'est pas mentionné spécialement dans la loi néerlandaise, qu'en cas où le fait relaté au n° 26 serait compris dans la catégorie des crimes mentionnés dans les n° 3 et 4 ~~du projet néerlandais~~. Le fait même d'avoir mis à dessin en péril un convoi de chemin de fer,

/ néerlandais

/ au point de vue anglais

fait qui d'après la loi néerlandaise (article I. 21) constitue un cas d'extradition, n'est pas compris dans la rédaction anglaise qui ne mentionne que la sécurité des personnes voyageant dans un train. Par contre le crime défini dans la rédaction que V.S. propose, est déjà compris dans celui que la loi de mon pays rend punissable, et mon Gouv^t croit devoir donner la préférence pour cette raison à la rédaction du n° 21 de son projet.

27. Cette rédaction est trop vague au point de vue de la législation néerlandaise, les Pays-Bas ne pouvant extraire que pour les menaces qui sont spécifiées dans la deuxième partie de l'article 285 de leur Code Pénal. Il se donc espérer que V.S. n'aura point d'objection à admettre la rédaction du n° 3 du projet néerlandais.

29. En raison de la plus grande étendue de la rédaction du n° 19 du projet néerlandais mon Gouv^t estime qu'il serait préférable que le Gouv^t britannique voulût bien l'admettre. Dans tous les cas il ne sera ^{pas} possible de maintenir les expressions: "or

"attempting or conspiring to do so", "conspiring" ne constituant ^{pas} ~~point~~ un cas d'extradition ~~aux termes~~ au point de vue de la loi néerlandaise à moins que "conspiring" ne soit équivalent à "attempting".

31. La remarque précédente s'applique également aux mots: "or conspiring to ~~do so~~ revolt."

Article III.

Le Ministre des Colonies

Le Gouv^t néerlandais accepte la première rédaction de cet article que V.S. a bien voulu suggérer, mais ~~il~~ désirerait connaître quels sont aux termes de la loi ~~anglaise~~ anglaise les sujets britanniques.

Article VII.

Pour que cet article s'accorde avec la législation néerlandaise il sera nécessaire d'y ajouter le deuxième alinéa de l'article VII du traité d'extradition actuellement en vigueur, ou du moins il faudra compléter le premier alinéa en y ajoutant les mots "during one month".

Article IX.

Le Ministre des Affaires Étrangères m'a prié de fixer l'attention de V.S. sur l'article 9 de la loi néerlandaise sur l'extradition. Pour se conformer à son contenu

il sera nécessaire de mentionner
dans l'article X du contre-projet
anglais la qualité des fonction-
naires de l'ordre judiciaire qui
seront autorisés à faire la
demande d'arrestation provisoire.

Les mots: in the manner directed
by articles II and IV of this treaty "qui
terminent le premier alinéa de
l'article X paraissent superflus. Si
néanmoins S. G. ~~tient~~ tient à les
maintenir, mon Gouvernement désirerait
savoir pourquoi il est nécessaire de
se référer plus spécialement à ces
deux articles.

Articles XI et XII

Mon Gouvernement croit qu'il serait
préférable de remplacer dans le
traité ces deux articles par un ~~un~~
article unique conçu dans le
sens de l'article 7 du projet
néerlandais. Aussi désirerait-il
y voir stipuler que les autorités
britanniques compétentes accepté-
ront comme valable l'ordon-
nance, émanant d'un Tribunal
néerlandais, de renvoi devant
la justice répressive avec
mandat d'arrêt ou de maintien
en état d'arrestation voir
article 85 du Code de Procédure
Pénale). La différence qui existe
entre la législation néerlandaise
et celle de l'Angleterre qui, je crois
ne

III

ne connaît pas le "renvoi devant
la justice répressive" mettrait
sans cela les ~~Gouvern~~ Pays-Bas
dans une position d'infériorité
relativement à l'application de
l'article XIII.

Il sera nécessaire de
compléter l'article 7 de la
proposition néerlandaise en
insérant après: "avec mandat
d'arrêt" les mots: "soit d'un
mandat d'arrêt", délivré etc...

Article XIII.

En print de vue de la
loi néerlandaise sur l'extradition
(article 16) il n'y a aucune
objection contre le terme de
deux semaines fixé dans le
second alinéa de l'article
XIII du contre-projet anglais
mais mon Gouvernement me fait
observer qu'il serait plus
régulier si ce même terme
était réservé aussi pour les
Pays-Bas.

ful?

Article XV.

Le délai de trois mois
proposé dans cet article n'existe
~~pas~~ ~~pas~~ ~~pas~~ ~~pas~~ dans la
législation néerlandaise. L'article 10
de la loi néerlandaise sur l'extra-
dition stipule que l'officier de
justice ordonnera la mise
en liberté du prisonnier, si au bout

d'un certain temps la demande
d'extradition ~~et~~ accompagnée
des pièces nécessaires n'a pas été
reçue, cas qui est prévu dans
l'article ~~X~~ du contre projet anglais.
Mais si je ne me trompe, l'article
~~XV~~ proposé par S. S. a pour but
de prévoir le cas où, bien que
diplomatiquement communiquées, les pièces
nécessaires ~~nécessaires~~ ne répandraient
pas assez de lumière sur une
affaire ~~quelconque~~ pour que la
demande d'extradition puisse
être prise en considération.

Les pièces pourront donc être complétées
et appuyées.

Mon Gouvernement n'a par
conséquent aucune raison de
mentionner un délai ~~quelconque~~ de ce
genre dans le traité. Bien qu'il
soit fort peu probable, il est cependant
possible que même dans le cas d'une
demande d'extradition de la
Grande Bretagne adressée aux Pays-Bas
ou vice-versa, ce délai soit trop
court pour appuyer cette demande
d'une manière suffisante,
tandis que si la demande est
adressée aux Colonies respectives
ce délai n'est certainement
pas assez long.

Dans les circonstances mon G^{ou}vt
m'a chargé d'exprimer l'espoir
que S. S. se verra en mesure de

Article ~~XVII~~

ne pas insister sur cette stipulation.
Pour ce qui concerne cet
article je prends la liberté de
fixer l'attention de S. S. sur
l'article ~~XIV~~ du traité actuelle-
ment en vigueur en espérant
qu'il ne verra point
d'objection à approuver l'article
15 ~~XV~~ de la proposition néerlandaise.

Articles ~~XVIII~~ et ~~XIX~~

^{En ce qui concerne}
~~Les rapports~~ ces articles mon G^{ou}vt
me fait observer qu'il serait peut-être
préférable de réunir ces deux
articles en un seul, et d'y
faire ressortir plus distinctement
que les fonctionnaires consulaires
ne font autre chose que de
transmettre les demandes de
leurs Gouvernements respectifs,
de sorte qu'ils n'acquiescent
^{par là} ~~pas~~ point d'autres pouvoirs
que ceux qu'ils possèdent déjà
en vertu des traités consulaires.

En outre le Ministre des
Affaires Étrangères m'informe que
l'on attacherait un grand prix
aux Pays-Bas au maintien ^{le plus} possible,
des articles 11, 12 et 13 de la
proposition néerlandaise, que le
contre projet ^{britannique} ~~néerlandais~~ a passé
complètement sous silence,
et ^{me fait observer} ~~mais~~ qu'il serait plus

régulier de constater en toutes
lettres, dans un article final,
que l'ancien traité est dénoncé.

Enfin V. S. me permettre
d'ajouter ^{relativement} par ~~l'apposé~~ à l'exécution
ultérieure du traité, que dans les
Colonies si étendues des Pays-Bas
les efforts qui seront tentés pour
trouver les criminels pourraient
quelquefois rester sans résultat, et
que dans ce cas il faudra se
contenter (du reste comme en
Europe) d'une déclaration
que le criminel en question
n'est ⁿⁱ ~~point~~ ^{pu être découvert} ~~trouvé~~.

J'espère, Monsieur le Comte,
que Vous voudrez bien examiner
avec bienveillance les remarques
et propositions que je viens de
faire au nom de mon Gouvernement.
De mon côté je serai toujours
prêt à fournir à V. S. des
renseignements verbaux, si sur
certains points Elle désirerait con-
naître plus en détail les motifs qui
ont obligé mon Gouvernement à formuler
ces observations. Je m'empresse aussi
de joindre sous ce pli les copies des
deux articles 285 du Code Pénal et 85
du Code de Procédure Pénale néerlandais
auxquels j'ai eu lieu de me référer
ci-dessus.

X
l'honneur d'être, etc
de Votre Seigneurie,
le plus humble et
obéissant serviteur.

Je vous prie,
l'assurance renouvelée de la plus haute
considération, avec laquelle j'ai X

/ de mon micro

pour ce pli copies des